1
(N° 14.)

Chambre des Représentans.

SÉANCE DU 24 NOVEMBRE 1834.

EXPOSÉ DES MOTIFS *accompagnant le projet de loi relatif aux BUDGETS PROVINCIAUX, pour l'exercice de 1835, présenté par M. le Ministre de l'Intérieur.*

MESSEURS ,

Les lois des 8 décembre 1831 , 9 décembre 1832 et 29 décembre 1834, ont successivement chargé les députations des États-Provinciaux et le comité de conservation qui remplace la députation dans la province de la Flandre Orientale, de dresser les budgets des voies et moyens et des dépenses des provinces pour les exercices de 1832, 1833 et 1834, opérations qui, d'après les institutions existantes, rentraient dans les attributions des conseils provinciaux.

Comme il importe, pour le bien du service, qu'il puisse être procédé, sans retard, à la formation des budgets provinciaux pour l'exercice 1835, je crois, Messieurs, devoir vous soumettre le projet de loi ci-joint, ayant pour objet de proroger, pour 1835, l'autorisation que vous avez conférée les années précédentes aux États-Députés des provinces.

Le Ministre de l'Intérieur,

DE THEUX.

PROJET DE LOI.

LÉOPOLD, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut.

Vu la loi du 29 décembre 1833 (*Bulletin Officiel*, n° XC, n° 1676);

Vu l'impossibilité d'établir les conseils provinciaux assez à temps pour voter les budgets des provinces pour l'exercice 1835;

Nous avons, de commun accord avec les Chambres, décrété et nous ordonnons ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les députations des États-Provinciaux, et le comité de conservation qui remplace la députation des États dans la province de la Flandre Orientale, sont chargés de dresser les budgets des voies et moyens et des dépenses des provinces pour l'exercice 1835.

Ces budgets seront rendus publics par leur insertion au Mémorial administratif, quinze jours avant d'être soumis à l'approbation du Roi.

Mandons et ordonnons, etc.

Donné à Bruxelles, le 18 novembre 1834.

LÉOPOLD.

Par le Roi,

Le Ministre de l'Intérieur,

DE THEUX.